

Communiqué de presse

La Seyne-sur-Mer, vendredi 28 janvier 2022

CNIM : le démantèlement s'accélère

Lors d'une rencontre mercredi 26 janvier 2022 entre le Parti Communiste Français et la Gauche Républicaine et Socialiste avec le syndicat CGT des CNIM, des éléments nouveaux et inquiétants apparaissent. Malgré la nomination d'un censeur d'Etat, la « vente à la découpe » semble s'accélérer.

L'État vient de nommer un censeur afin de contrôler la gestion de l'entreprise. Cela pourrait être une bonne nouvelle, cette mesure étant demandée par la CGT, le PCF et GRS depuis plus d'un an. Malheureusement, cette nomination intervient très tardivement. L'État a entre temps injecté plusieurs dizaines de millions d'euros sans aucun contrôle. La gestion calamiteuse du groupe industriel l'a conduit au dépôt de bilan et à une mise en sauvegarde judiciaire avant cession de ses activités.

La branche *Systèmes Industriels* vendue dans les jours à venir ?

Des informations concordantes portent à croire qu'outre la branche *Environnement & Energie*, la branche *Systèmes Industriels*, qui intervient dans le nucléaire civil et militaire, avec plusieurs contrats de Défense nationale (tubes lance-missiles...) ou l'aérospatial, serait vendue très rapidement dans les jours à venir. L'État aurait validé deux repreneurs éventuels.

Le démantèlement de ce fleuron national qui agit dans des domaines stratégiques, dont les brevets et le savoir-faire sont reconnus dans le monde entier, est une nouvelle catastrophe pour l'industrie française et les emplois qui s'y rattachent et ce au moment où l'État parle de reconquête industrielle.

L'État doit enfin jouer pleinement son rôle.

Nous demandons en urgence la tenue d'une table ronde en préfecture avec comme objectif la pérennité des emplois, l'ouverture d'une commission d'enquête pour savoir comment ont été utilisés les 130 M€ injectés par l'État.

Ne laissons pas le marché dicter sa loi. Les activités, les emplois, les brevets, les savoir-faire doivent être préservés.

Nous continuerons à agir au plan national afin que ce dossier, qui concerne 2700 salariés dans le monde, soit sous contrôle de l'État dans l'intérêt de l'entreprise, de ses salariés et de notre défense nationale.

Contact presse :

Stéphane Sacco

Coordonnateur GRS Var

06 74 25 20 22